

La 9e conférence des Organisations internationales non gouvernementales (Oing) et des Organisations de la société civile (Osc) de la Francophonie ouverte depuis le 4 juin dernier à Dakar a pris fin hier, vendredi 6 juin. Dans leur déclaration finale, les représentants des Oing et Osc ont invité les Etats membres de cet espace au respect des engagements pris en faveur de la défense des droits des femmes et des jeunes.

Les rideaux sont tombés sur la 9e conférence des Organisations internationales non gouvernementales (Oing) et des Organisations de la société civile (Osc) de la Francophonie hier, vendredi 6 juin.

Ouverte le 4 juin, par le chef de l'Etat, Macky Sall, en présence de Abdou Diouf, Secrétaire général de la Francophonie et ancien chef de l'Etat, cette rencontre qui portait sur le thème «Femmes et Jeunes en Francophonie : vecteurs de paix et acteurs de développement», a réuni 120 participants.

Dans leur déclaration finale, à l'issue de ce sommet qui constitue en quelque sorte une avant-première sur le chemin du 15e sommet de la Francophonie de Dakar, les 29 et 30 novembre prochains, les représentants des Oing et Osc, ont invité les Etats membres au respect des engagements pris en faveur de la défense des droits des femmes et des jeunes.

Soulignant une violation des droits des femmes au niveau des pays membres du fait que ces dernières sont souvent battues, violées, vendues et même tuées, ainsi que la souffrance des jeunes, privés d'éducation et soumises à l'épreuve du chômage ou encore enrôler de force dans des conflits armés, les Oing et Osc, dans ce document qui sera soumis à la validation des chefs d'Etat, lors du prochain sommet de novembre à Dakar, leur ont notamment demandé de traduire dans leurs politiques nationales des engagements pris dans les forums internationaux relatifs à la protection et la promotion de ces couches.

Il s'agit des promesses en faveur de la paix, du développement, de l'égalité entre les hommes et les femmes, de la promotion de la jeunesse et la formation à l'emploi des jeunes, de l'éducation pour tous et du développement durable ou de la sécurité.

Source : [allAfrica](#)